

DREYFUSISTES ET ANTI-DREYFUSISTES

À RENNES EN 1899

Le 3 juin les chambres réunies de la Cour de Cassation annoncent le renvoi pour révision du procès de Dreyfus devant le Conseil de guerre de Rennes. Pourquoi Rennes ? Plusieurs réponses sont possibles. Celle dictée par la géographie : Rennes est le siège du Conseil de guerre le plus proche de Brest, où tout le monde pense alors que débarquera Dreyfus à son retour de l'île du Diable. Ou celle que suggèrent des considérations tenant à la fois de l'urbanisme et de la « géographie humaine », comme en témoigne ce commentaire du *Progrès du Nord* : « Relativement éloignée de Paris, c'est une ville aux voies larges où la population est calme et où les mesures d'ordre nécessaires peuvent être faciles à prendre pour éviter les manifestations que pourrait faire naître un procès aussi sensationnel⁽¹⁾. » Mais la réponse qui s'appuie sur la prise en considération des mentalités, de ce que l'on appellerait aujourd'hui la sociologie politique, est sans doute plus exacte, et on peut lui donner deux orientations sensiblement différentes. L'une, la plus optimiste, est très bien illustrée par cette réflexion de *L'Aurore* du 3 juillet 1899 :

« *Les Rennais sont flattés que leur ville ait été choisie (...) Nous sommes des sages, m'a dit l'un d'eux et nous ferons voir à la France que l'on a eu raison de faire se terminer l'Affaire ici*⁽²⁾. »

Il en est une autre, nettement plus pessimiste, que l'historien Henri Sée, alors professeur à la Faculté des Lettres de Rennes, exprime fort bien dans une lettre à A.F.Héroul, où il fait part, dès le 8 juin 1899, des inquiétudes que lui inspire, pour la cause de Dreyfus, le choix de cette ville qu'il connaît bien, puisqu'il y a été nommé en novembre 1893 :

(1) Information reproduite par *L'Avenir de Rennes*, le 7-9-1898, à un moment où on se demande seulement où pourrait avoir lieu un éventuel procès en révision. Voir Colette Cosnier : *Rennes pendant le procès Dreyfus*. Ed. Ouest-France, 1984.

(2) Cité par C.Cosnier, *ibid.* p.17.

« Voici que Rennes va jouer un rôle dans l'Affaire. C'est un choix malheureux que l'on a fait tant la réaction est encore puissante dans cette ville. La bourgeoisie y est plus qu'ailleurs passionnément antidreyfusarde. (...) Il faut nous attendre à des manifestations de toutes sortes⁽¹⁾. »

Ces pressentiments, Henri Sée ne fut certainement pas le seul à les avoir. Ainsi Pierre-Victor Stock cite-t-il le préfet Duréault, chargé de l'ordre à Rennes pendant le procès, et qui lui aurait fait cette confidence, au début du mois de juin : « Je connais bien l'esprit de la population de cette région ; il n'a rien de dreyfusard et de favorable aux Juifs⁽²⁾. » Et Victor Basch va dans le même sens quand il raconte :

« Lorsque la petite phalange qui s'était groupée autour de la Section rennaise de la Ligue des Droits de l'Homme connut que la Cour de Cassation avait désigné Rennes comme siège du conseil de guerre, elle fut non seulement inquiète, mais elle eut la certitude que Dreyfus allait être condamné de nouveau. On nous traita, lorsque nous émîmes nos craintes, d'oiseaux de mauvais augure (...) et nous répondîmes : Les juges militaires (...) jugeront avec les passions de leur milieu et ces passions à Rennes s'étaient manifestées véhémentement contre « le traître » et « les amis du traître ». Et c'est pour cela qu'ils le condamneront⁽³⁾. »

De la mentalité de cette ville où les casernes et les couvents sont particulièrement nombreux, et que Henri Sée définit ainsi dans une lettre à A.F.Héroid : « Ici on respire un air assez méphitique de cléricisme, de conservatisme et surtout de crétinisme⁽⁴⁾ », témoigne le plus concrètement du monde cette petite annonce, parue le 26 juillet dans le très bigot *Journal de Rennes* (« l'organe de l'Archevêché » disent ses adversaires, et la lecture de ce quotidien n'incite pas à penser qu'ils se trompent...) : « A louer de très jolies chambres meublées avec cabinet de toilette. Pouvant convenir pour officiers. » Ou celle-ci plus explicite, publiée début août dans le tout nouveau *Ouest-Eclair* : « Chambres garnies à louer. On ne veut pas louer à des dreyfusards. » Dans un registre voisin, *Le Petit Rennais* ou *Le Patriote breton* ne laissent pas plus d'illusions sur la bienveillance de Rennes envers la cause dreyfusarde : annonçant l'arrivée à Rennes de Mme Dreyfus, *Le Petit Rennais* écrit le 27 juin : « aucun hôtel n'a voulu de Mme Dreyfus », sans que son sens de l'hospitalité en paraisse spécialement troublé. Cette politique de la porte close apparemment pratiquée par les hôteliers rennais (à qui le procès permettra néanmoins de faire des affaires d'or...) explique que

(1) Correspondance inédite. Bibliothèque Municipale de Rennes. Ms. 1518

(2) P.V.Stock, *Mémoire d'un éditeur. Troisième série. L'Affaire Dreyfus anecdotique*, Stock, 1938. p. 95.

(3) V. Basch, « Le Procès de Rennes, dix ans après », *Les Cahiers des Droits de l'Homme*. 1928.

(4) Lettre du 4 avril 1896.

Mme Dreyfus sera logée avec sa famille, grâce aux bons offices du pasteur Collet, chez une protestante rennaise, Mme Godard. Comme Victor Basch, principal animateur du petit groupe de dreyfusistes rennais, a sans doute servi d'intermédiaire, *La Croix* a dénoncé « la Synagogue et le Temple accourant à la rescousse », et *Le Patriote Breton*, qui s'inspire avec une égale constance de *La Libre parole* et de *La Croix*, en déduit, le 2 juillet, que, à Rennes « le Syndicat a deux chefs : M.Basch, de la race des Rothschild, et M.Collet, protestant et pasteur. » Le même journal s'était déjà, le 30 juin, écrit : « Félicitations aux horticulteurs rennais qui ont refusé de fournir des fleurs destinées à Mme Dreyfus! ». On voit que le Préfet Duréault n'exagérait pas en affirmant que la population n'avait « rien de dreyfusard et de favorable aux juifs... »

L'impression, immédiate ou plus réfléchie, faite par Rennes sur la plupart des visiteurs ira bien dans le même sens. Séverine parle de « la cité monastique, avec la ville neuve aux mornes murailles blanches et la vieille ville aux mornes murailles noires » et elle évoque « les couvents, les casernes, la Vilaine aux eaux troubles, les faces mornes et les regards dormants⁽¹⁾ » *Le Petit Marseillais*, cité avec acrimonie par *Le Petit Rennais*, le 20 juillet, décrit « cette ville silencieuse et morne, où il y a comme une hostilité ambiante à tout ce qui est progrès, à tout ce qui est nouveau. » Et Jean-Bernard confirme aussi bien ces impressions premières que les craintes du préfet Duréault quand il écrit, au lendemain de la tentative d'assassinat de Me Labori : « Oh! cette haine froide, concentrée, qu'on devine au fond des coeurs fermés d'une petite bourgeoisie égoïste dans cette ville renfrognée⁽²⁾. » Il rapporte une conversation qu'il a saisie « dans un des tramways électriques qui traversent la ville » :

« Celui qu'il aurait fallu viser et ne pas manquer, c'est cette canaille de Dreyfus.

- En voilà un coquin ! et dire que ces sales journalistes qui ont envahi notre ville veulent nous faire croire à son innocence.

- Et quand bien même il serait innocent, il n'avait pas le droit de révolutionner tout un pays comme il l'a fait. »

Commentaire de Jean-Bernard : *« Je sténographie cette conversation tenue à haute voix ; nous étions six ou huit sur le tramway et ceux qui ne prenaient pas part à ce dialogue approuvaient en riant, béatement. Il n'y avait vraiment pas de quoi! (...) Voilà l'atmosphère que respirent les membres du Conseil de guerre ; je parle de ceux qui sont mariés ; quant aux autres ils fréquentent le Cercle militaire*

(1) Séverine, *Vers la Lumière*, Stock, 1900, p.442.

(2) Jean-Bernard, *Le Procès de Rennes* 1899. *Impressions d'un spectateur*, Lemerre, 1900, p.307.

où c'est pire. (...) Ah! parbleu, ce n'est pas en voyageant sur la plate-forme d'un tramway de Rennes... qu'on se sent fier d'être français⁽¹⁾. »

Si, avant le procès, Chincholle prophétisait dans *Le Figaro* : « Rennes est cette année l'endroit du monde d'où doit sortir le plus de bruit... » et si, après, *Les Nouvelles Rennaises* comptabilisent avec satisfaction qu'il a été envoyé par le télégraphe, de la Poste de Rennes à destination du monde entier, 5.780. 000 mots⁽²⁾, il est évident que la disproportion est énorme entre la ville et ses habitants d'une part, et d'autre part l'évènement et la conscience qu'en a le monde entier. Séverine a pu écrire que les journalistes accourus du monde entier pour suivre le procès de Rennes et en rendre compte étaient là comme des « délégués de l'angoisse universelle »⁽³⁾, mais les Rennais, à l'évidence, ne sont pas au diapason de l'univers...

Cependant, au-delà des impressions glanées dans la rue au fil des promenades et au hasard des rencontres, la presse rennaise est un miroir particulièrement intéressant, et plus précis, de l'Affaire telle que l'a vécue cette ville saisie inopinément par l'Histoire.

Passons sur *Les Nouvelles Rennaises*, qui ont réussi le tour de force de tenir deux mois et demi (et deux mois et demi particulièrement agités) en écrivant chaque semaine qu'il ne se passait rien⁽⁴⁾. Il s'agit bien plutôt ici non pas des modérés mais de ceux qui, dans la ville, ont pris position, pour ou contre Dreyfus, et avec plus ou moins de vigueur.

Il y a d'abord les anti-dreyfusistes mesurés, on dirait presque « de bonne compagnie » : *Le Petit Rennais* et *L'Ouest-Eclair*. Par un curieux paradoxe, celui-ci, qui deviendra un jour le journal le plus important de Rennes, puis de la Bretagne et de l'Ouest, est en août 99 le moins lu et le moins influent, puisqu'il vient tout juste d'être fondé et que son premier numéro paraît... le 2 août, on dirait, à quelques jours près, pour l'ouverture du procès. Le nouveau journal des « abbés démocrates » et des catholiques ralliés, fabriqué rue de la Chalotais, n'a encore, si l'on en croit François Desgrées du Lou, qu'un « tirage dérisoire »⁽⁵⁾. Fondateur du journal avec Emmanuel Desgrées du Lou, l'abbé Trochut estime, avec le recul du temps, que :

(1) Jean-Bernard. *ibid.* pp.307-309.

(2) *Les Nouvelles Rennaises*. 19/9/1899.

(3) *Op. cit.* p. 361

(4) Cf. mon article, « Tout est dans le plus grand calme », à paraître dans les Actes du Colloque *Les représentations de l'Affaire Dreyfus dans la presse en France et à l'étranger*, Université de Tours.

(5) F. Desgrées du Lou, Il y a 80 ans la fondation de « *L'Ouest-Eclair* », in *Le Mémorial des Bretons*, tome V, p. 296, Breizh Editions, 1979.

« *L’Affaire Dreyfus offrait à un journal qui se fondait pour rénover la politique catholique et instaurer des mœurs de libéralisme, de justice sociale, une occasion exceptionnelle de manifester avec éclat ses sentiments et l’esprit nouveau qui l’animait*⁽¹⁾ »

mais il reconnaît qu’il n’en fut rien :

« *L’Ouest-Eclair avait pris rang, dès avant son apparition, en la personne de son directeur politique, dans le camp des antidreyfusards, mais sans violence, par une sorte d’entraînement et d’atavisme. Desgrées du Lou appartenait, par sa naissance, à une famille d’officiers. Il lui eût fallu un courage hors-série pour ne pas s’abandonner à l’opinion qui avait cours dans les clans mondains et militaires et que les journaux catholiques conservateurs entretenaient, sous couleur de patriotisme*⁽²⁾. » Ce « courage hors-série » que n’eut pas Desgrées du Lou, le commandant de Bréon, membre du Conseil de guerre, l’un des deux à avoir voté l’acquittement de Dreyfus, sut l’avoir, bien qu’il appartint lui aussi à une famille d’aristocrates, d’officiers et de catholiques conservateurs..).

Si le livre de l’abbé Trochut, écrit en 1936, sous le pseudonyme de Paul Delourme (qui ne trompa personne!) et dans le ressentiment de son éviction du journal qu’il avait créé, n’est pas toujours un modèle d’objectivité, il faut bien reconnaître que sur ce point précis son jugement n’a rien d’injuste et s’avère même tout à fait mesuré, nettement plus mesuré en tous cas que la xénophobie et l’antisémitisme qui s’expriment dans certains articles d’Emmanuel Desgrées du Lou, ainsi le 7 septembre 99, à la veille du jugement :

« *Ces gens-là sont évidemment des détraqués. Le dreyfusisme est une forme de morphinomanie et les femmes vous confirment dans cette impression de malaise. A part trois ou quatre, elles se poudrent, s’oxygènent et se font des lèvres de corail. Pauvres déracinées! Ce monde est surmené par une vie décadente, contaminé par la névrose et tyrannisé par l’âme cosmopolite d’Israël et la salle du Lycée est le refugium de la coalition étrangère et dreyfusarde, l’asile des détraqués et des morphinomanes* « .

Est-ce pour jeter un voile pudique sur ces excès de plume que, six ans plus tard, lorsque la condamnation de Rennes fut annulée, Desgrées du Lou écrivit :

« *Laissons dormir l’Affaire ; ce sont là des sujets auxquels les érudits et les chercheurs pourront, dans quelque cinquante ou soixante ans, s’attacher tout à leur aise... Leur patience fera pour l’affaire Dreyfus ce que le savant Lenôtre a fait pour le collier de Marie-Antoinette... Matière à pure érudition!*⁽³⁾. »

(1) Paul Delourme, *Trente-cinq années de politique religieuse ou l’histoire de « L’Ouest-Eclair »*, p.88, Fustier, 1936.

(2) Paul Delourme, *ibid.* pp.92-93.

Le Petit Rennais, lui, est l'organe de ce qui fut la mouvance boulangiste et (à Rennes) « lebastardiste » deux lustres plus tôt⁽¹⁾. Il est maintenant le journal de l'héritier politique de Le Bastard, l'assez imprévisible député Le Hérissé, dont le militant ouvrier Charles Bougot résume le parcours en disant, dans une lettre publiée par *L'Avenir de Rennes* le 22 juillet 1899 : « Nous l'avons vu au boulangisme, nous le retrouvons maintenant soutenant Déroulède. » Autant dire que si *Le Petit Rennais* est républicain, il est surtout antidreyfusard. Son antidreyfusisme l'amène à ressasser les lieux communs les plus « classiques » de l'antisémitisme et du nationalisme anticosmopolite. Ainsi le 16 juillet un titre en première page proclame-t-il : « A bas les Juifs! », le 21 juillet on dénonce « le Tout-Jérusalem et le Tout-Panama syndiqués pour sauver Dreyfus » et le 30 on s'inscrit un peu plus dans le contexte rennais en affirmant que décidément « les gens des Trois Marches (l'auberge rennaise, située dans le Faubourg d'Antrain, où les dreyfusistes se retrouvent souvent autour de Victor Basch) sont trop amis du genre humain pour être de vrais français. » Certains articles témoignent d'ailleurs d'une intéressante lucidité en situant clairement les véritables enjeux de la nouvelle bataille déclenchée par la décision de la Cour de Cassation : dès le 4 juin, *Le Petit Rennais* écrit, avec un parfait cynisme, que « la lutte s'est engagée moins entre partisans de la culpabilité et de la non-culpabilité d'Alfred Dreyfus qu'entre les cosmopolites qui veulent la ruine de la France et les nationaux qui luttent pour la vitalité du pays. » Et le 17 juin cette reconnaissance de la dimension politico-idéologique et non plus juridique de l'Affaire est réaffirmée en un style quasiment perrichonesque : « Si commerce et industrie sont les deux mamelles de la France, armée et justice sont les deux jambes sans lesquelles elle boîterait ou tomberait. »

Ce souci de la vitalité du pays et de ses deux jambes amène *Le Petit Rennais* à publier régulièrement, à partir de l'arrivée de Dreyfus à la Prison militaire de Rennes, des échos sur sa santé, destinés manifestement à prévenir toute sympathie ou tout apitoiement à l'égard de celui que les dreyfusistes présentent comme un martyr. Le 2 juillet les lecteurs du *Petit Rennais* apprennent donc que « Dreyfus paraît bien se porter et a le teint hâlé » (!) mais qu'« il a eu une crise de larmes en entrant dans sa cellule », le 5 qu'il « est ragaillard, jouit d'une excellente santé et a de nombreuses visites », le 27 qu'il « se bourre de friandises », avant de découvrir, le 8 août, après la première audience que « Dreyfus a des trémolos dans la voix qui impressionnent désagréablement le public. »

(3) *L'Ouest-Eclair*, 14 juillet 1906, cité par Paul Delourme, op.cit. p.94.

(1) Cf. Charles-Antoine Cardot, La presse rennaise sous la III^e République, in *Le Mémorial des Bretons*, Tome V, pp. 279 sqq.

On mesure tout de suite la différence entre un antidreyfusisme relativement modéré et l'antidreyfusisme le plus violent si on compare le ton de ces ragots, qui paraissent presque de bon aloi, à ceux qu'au même moment et sur le même sujet publie quotidiennement *Le Patriote Breton*, où la haine suinte à chaque ligne, comme en témoigne ce florilège : « Mme Dreyfus est allée hier au *Paris-Rennes* acheter quelques couvertures, sans doute à usage de son mari. Sage précaution : il est des serpents qu'on ne peut réchauffer que dans la laine. » (2/7). « Dreyfus est gros et gras comme une limace. » (6/7). « Ses visiteurs doivent avoir les poches bourrées des mille gâteries que le Martyr affectionne. Avouez que le martyr dans ces conditions est assez supportable. » (7/7). « Le martyr boit du vieux Bordeaux et s'endort dans les délices de Capoue. Pauvre chéri ! » (9 et 10/7). « Il fera chaud dans la salle d'audience. On craint que Dreyfus habitué au champagne et mangeant comme un goinfre ne fasse une attaque d'apoplexie. » (1/8). L'onomastique alimente aussi parfois cette campagne, comme le 5/8 où, à partir de laborieuses considérations linguistiques, on démontre que le nom Dreyfus vient en réalité de l'allemand Drei Fuchs, et que, décidément une famille qui porte ce nom ne peut qu'être d'une fourberie abominable. Mais le point culminant est assurément atteint le 20 juillet, quand ce journal demande, à propos des mesures de sécurité que prennent les autorités avant le procès : « A quoi bon toutes ces mesures ? A-t-on peur que Dreyfus reçoive ce qu'il mérite : une ou deux balles dans la peau ? »

Le Patriote Breton, qui publie quotidiennement cette prose délicate, a sa rédaction sise rue du Pré Botté, et pour directeur un certain Alphonse Orhan. Il se proclame, sous le titre, « Journal Catholique Indépendant » et arbore pour devise : « Dieu. Patrie. Liberté ». Il est bien sûr facile de voir l'idéologie qui l'inspire, mais une lecture un peu attentive permet de voir que celle-ci est plus complexe ou plus composite qu'il ne le semble au premier abord.

La première composante de l'idéologie du *Patriote Breton* ressortit bien sûr de l'antisémitisme le plus virulent, et le plus « classique » : dès le 9 mai 1899 le journal rennais « catholique et indépendant » se prosterne aux pieds d'Edouard Drumont, l'auteur de *La France Juive*, le rédacteur de *La Libre Parole*, et lui fait littéralement allégeance dans une Lettre ouverte qui commence par « Cher et Illustre Maître... » et se termine par « ... recevez l'admiration de tous les Rennais. » Et tout au long de ces trois mois les mêmes imprécations reviennent dans les titres : le 6 juillet : « Pour un Juif », le 7 : « Le péril juif », le 6 août : « Race de traîtres », ou le 12 : « Le Juif et l'Aryen ». *Le Patriote Breton* ne fait donc encore que « s'inspirer » de son « cher maître » quand, par exemple, il s'écrie, le 14 août : « Bravo Rennais! vous avez bien fait de cracher à la face de la tourbe juive », ou

quand il appelle les membres rennais de la Ligue des Droits de l'Homme « les fils d'Isaac, d'Abraham et de Jacob. »

La deuxième composante est, tout aussi naturellement, un nationalisme exacerbé, que le titre du journal annonce déjà. Les plus virulents antidreyfusards rennais, membres du Cercle Antisémite, sont appelés systématiquement « les patriotes rennais » ; après une manifestation on leur adresse un vibrant : « Patriotes rennais, bravo et merci ! » et dès le 9 mai ce journal avait bien indiqué que l'Affaire Dreyfus « c'est la lutte du parti exotique contre le parti français. » On y retrouve donc aussi les pires clichés engendrés par l'antisémitisme et le nationalisme, quand *Le Patriote Breton* se complait à décrire « les figures bilieuses d'Israélites, avec de longues faces olivâtres, des lèvres épaisses et sensuelles » qui ont envahi Rennes pendant la durée du procès, qu'il se plaint de ne plus pouvoir « aller siroter son apéritif sous peine de prostituer sa dignité parmi les juivaillons de tout pays », et réclame des mesures... d'hygiène : « Il serait dangereux pour la salubrité publique de laisser plus longtemps séjourner ces ordures sur nos trottoirs. » (25/8)

Mais ce n'est pas pour rien que ce journal s'appelle *Le Patriote Breton*, et il exprime parfois une « mystique » qui n'est pas seulement celle de la patrie, mais aussi celle du sol, de la terre et de la race. Ainsi affirme-t-il, les 2 et 3 juillet, que face au dreyfusisme on résistera « au nom du granit de l'antique Bretagne chantée par Brizeux » et, en un texte essentiel et particulièrement révélateur, le 16 juillet, après avoir sonné l'alarme : « les internationalistes menacent de s'emparer de la rue, Rennais, vous ne reculerez pas ! » il se lance dans une invocation, une incantation, où l'obsession de la race et de la terre renvoie, par la violence de son expression, à bien d'autres textes, plus connus ou plus récents :

« *O terre d'Armor, sol de loyauté, tes enfants n'ont pas dégénéré. Les souvenirs des Duguesclin, des Beaumanoir (...) est toujours gravé au plus profond de leur coeur. Nous ne laisserons pas commander chez nous les partisans d'un traître. Boutons dehors les étrangers. Vive la France aux Français !* »

Ces quelques lignes, qui inclinent à penser que Zeev Sternhell n'a pas tort quand il postule l'existence permanente d'une idéologie française d'extrême-droite dont les composantes resteraient identiques⁽¹⁾, sont signées Yves Trémeur (sans doute un pseudonyme, et probablement d'Alphonse Orhan), et non pas d'un quelconque plumitif vichyssois. Et pourtant quelques éléments majeurs de

(1) Zeev Sternhell. *Maurice Barrès et le nationalisme français* Complexe, 1985 ; « La modernité et ses ennemis. De la révolte contre les Lumières au rejet de la démocratie », *L'Éternel retour contre la démocratie*. Presses de la fondation Nationale des Sciences Politiques, 1994 ; « La culture politique de l'antidreyfusisme », *L'Affaire Dreyfus et l'opinion publique*. Presses Universitaires de Rennes. 1995.

ce qui sera dans à peine quarante l'idéologie de la Révolution Nationale et de l'Etat Français sont déjà là.

D'autant plus que vient s'ajouter à cela le rejet viscéral de 1789 et de son héritage : c'est toujours *Le Patriote Breton*, et non pas Louis-Ferdinand Céline, qui écrit, le 9 juillet : « La Révolution nous a assimilé tous les pouilleux de la création » et qui, à tout bout de champ, vomit son dégoût de « toutes les larves et les morves », qualifiées aussi, pour faire bonne mesure de « plèbe infecte ». Rien ne manque à cette névrose, pas même le fantasme de l'homme au couteau entre les dents, promis à un si bel avenir au temps du Front Populaire : » les ouvriers socialistes sont excités par la propagande et payés pour écharper les nationalistes » (13/6), ou : » on annonce l'arrivée prochaine à Rennes d'assommeurs de profession dirigés par le sieur Jaurès » (25/6). Et il est toujours dans la logique de ces fantasmes de se persuader que « cette plèbe infecte a la tête montée par des professeurs circoncis et autres instituteurs laïcs » (toujours le 9/6), tant il est vrai que anti-progressisme, anti-ouvriérisme et anti-intellectualisme vont de pair dans une certaine « pensée » française.

Enfin *Le Patriote Breton* est aussi un fervent catholique, et il ne manquait à vrai dire plus que cette dernière composante pour que l'on y trouve, au complet, les éléments qui constituent l'idéologie de l'extrême-droite française. C'est en tous cas le même journal que celui d'où sont issues toutes les citations précédentes qui rend compte de la Fête-Dieu à Rennes en trempant sa plume non plus dans le fiel ou le vitriol mais dans l'eau bénite :

« *Les Frères de la Doctrine Chrétienne ont fait un merveilleux reposoir. La Paroisse Saint-Etienne a rivalisé d'émulation avec Toussaint (...) Puisse ce pieux hommage des coeurs bretons s'être élevé jusqu'au trône du Maître. Puisse-t-il retomber sur notre ville en une pluie fécondante de bénédictions et de grâces.* » (6/6)

et une semaine plus tard, (13/6) :

« *Du haut des différents trônes si artistiquement façonnés par les pieux Rennais, le Divin Maître a dû sourire et se montrer touché de ces publics hommages attestant la foi, le zèle de nos fervents bretons.* »

C'est encore le même qui, à la mi-août, s'étranglera d'indignation, non pas comme nombre de ses confrères de la presse à cause de l'attentat dont a été victime Me Labori, l'avocat de Dreyfus, mais parce qu'à la suite de cet attentat le Préfet, craignant des incidents, a fait annuler... la procession du 15 Août (17-18/8). Mais ce journal qui s'intitule Journal Catholique, qui a pour devise Dieu, Patrie, Liberté, qui se félicite de ce que « une Vierge penchée garde la maison », va vite se consoler, et consoler ses fidèles en publiant la spirituelle chanson que

l'attentat a inspiré au camelot Léon Hayard et que *La Croix* s'est fait un devoir de porter à la connaissance de ses lecteurs :

Toute la gendarmerie

Cherche l'assassin inconnu

Qu'a eu cette barbarie

De blesser un homme au... dos.

Refrain : *As-tu vu le trou d'balle, le trou d'balle,*

As-tu vu le trou d'balle à Labori ?

Au moins sept couplets développent avec la même finesse, ce que Séverine, dans *Vers la Lumière*, qualifie de « document intéressant sur la chevalerie bien française. »

C'est enfin ce même *Patriote Breton* qui, après cet accès de gaieté qui dut avoir des échos dans les presbytères et les sacristies, revient à de plus pieuses préoccupations en implorant, le 1er septembre, alors que l'on s'achemine vers la fin du procès : « Si Rouen peut se consoler d'avoir vu condamner Jeanne d'Arc, ô Sainte-Anne, épargnez à la Bretagne la douleur de voir acquitter un traître parce qu'il est de la race de Judas. »

C'est donc tout cela à la fois qui constitue l'idéologie de ce qui s'intitule, encore sans gêne en 1899, le Cercle Antisémite, qui se réunit régulièrement place Sainte-Anne, et où des discours enflammés, dont *Le Patriote Breton* rend compte avec empressement, sont faits entre autres par M. Brager de la Villemoisan. L'abbé Trochut, dans l'ouvrage déjà cité, le situe on ne peut plus clairement : » ancien président de la Jeunesse Catholique de Rennes, élu le 20 février 1898 conseiller général du canton Nord-Ouest de Rennes (...) Son entrain en faisait à l'époque la vedette des milieux catholiques et conservateurs⁽¹⁾. » (C'est aussi lui qui sera, quelques années plus tard, à l'origine de la fondation du *Nouvelliste de Bretagne*, grand rival de *L'Ouest-Eclair*, et propagateur des idées de l'Action Française...)

Il ne faudrait cependant pas croire que ce ne sont là que des mots, certes très violents, mais tout de même rien que des mots. Dans les colonnes du *Patriote Breton* on va plus loin : on dénonce, on attaque des individus, on organise la chasse aux sorcières et la mise au ban de la société. Pour ceux des lecteurs qui l'ignoraient on indique que « la Chemiserie Moderne, rue Le Bastard est tenue par le juif M. Samuel, dit Albert » (21/6). On montre du doigt « le nez crochu qui

(1) Paul Delourme, op. cit. p. 38.

tient à Rennes *La Belle Jardinière* (...), l'enjuivé Weil, que bientôt les Français révoltés chasseront à grands coups de botte au derrière » (27/7). On s'amuse, en faisant grand cas du badigeonnage de la vitrine de M.Sexer, opticien, de ce que « un youtre qui fait dans les lorgnettes et les boîtes à photo aura certainement dû ce matin lessiver les panneaux de sa devanture l'éponge à la main », et on félicite les auteurs de ce haut fait de lui avoir montré que « la colle française colle bien. » (25/7)

Mais aussi, dans une ville qui compte en tout et pour tout onze familles juives, on encourage la haine antisémite à se manifester de toutes les façons possibles :

« notre ville s'est affirmée jusqu'à présent anti-dreyfusiste et anti-juive. Nous espérons bien qu'elle persévéra dans ses convictions et que les avances de la juiverie recevront de nos concitoyens l'accueil qu'elles méritent. » (9/6)

Les 2 et 3 juillet, sous le titre « N'achetons rien aux juifs », Yves Trémour cite l'exemple à suivre : « Je connais une femme qui fait une propagande admirable pour empêcher les dames de son monde de se fournir chez les Juifs ». Les 23-24 du même mois, un article au titre plus... radical : « On désinfecte » incite les lecteurs à « se débarrasser des youtres marchands de lorgnettes, de culottes et de flanelle dans notre ville. Patriotes, ne patronnez pas une loterie, une kermesse, une fête où se trouvent des Juifs. » Et deux jours plus tard, le 25/7, tous ces bons sentiments prennent déjà la forme d'une action politique cohérente avec la publication de cette résolution du Groupe Antisémitique, qui semble avoir découvert là quelque chose comme la notion de « préférence nationale »... :

« Les citoyens rennais réunis Place Sainte-Anne déclarent se solidariser pour lutter contre l'ennemi commun, le Juif, par tous les moyens :

En n'achetant rien chez lui.

En le mettant à la porte de toutes les affaires soit politiques, soit commerciales.

Ils s'engagent à faire profiter de leur argent l'ouvrier et le petit commerçant plus estimable que le malfaisant parasite, seule cause de la crise économique et sociale que nous traversons et des attaques infâmes contre notre belle armée française. »

Enfin lorsqu'il s'agit de s'en prendre non plus à des gens qui ne jouent aucun rôle dans la vie politique rennaise, mais à des adversaires politiques, c'est-à-dire aux dreyfusistes rennais, ce journal va encore plus loin. L'instituteur Leray, qui enseigne au Collège de la rue d'Echange et qui est l'un des premiers à avoir adhéré à la section rennaise de la Ligue des Droits de l'Homme, est maintes fois dénoncé et sa révocation est réclamée avec obstination pendant plusieurs semaines : « Est-il vrai que M.Leray fait des commentaires et des lectures dans

une école neutre? » (15/6) « Est-il vrai que l'on aurait l'intention de placarder *l'Histoire d'un Innocent* sur les murs de l'école de la rue d'Echange? » (27/6) « Ses élèves étudient les brochures qu'il leur distribue.(...) Les parents d'élèves demandent sa révocation, au moins son déplacement. » (28/6), et même, plus tard en juillet, en annonçant avoir trouvé un exemplaire perdu des *Lettres d'un Innocent* par A.Dreyfus :

« *Ce volume a d'autant plus de prix à nos yeux qu'il porte en coin la signature de M. Leray instituteur laïc, avec la mention suivante : « Prière de me le renvoyer après lecture. » M.Leray ferait mieux d'apprendre le B-A-BA à ses petits élèves. »*

Mais la cible principale, celui qui, semaine après semaine est poursuivi d'une haine qui tourne à l'hystérie, c'est Victor Basch, professeur à la Faculté des Lettres et âme de la section rennaise de la Ligue des Droits de l'Homme. Ses origines le désignent déjà à l'hostilité du très nationaliste *Patriote Breton* : « Est-il allemand ? autrichien ? c'est kif-kif bourricot comme disent les Arabes- » (9/6). Mais c'est surtout son action qui suscite la fureur, comme en témoigne cet article paru les 16 et 17 septembre, à l'heure des comptes donc, et après des mois d'attaques incessantes :

« *Nous pensons bien que l'Austro-Hongrois Basch, vu le rôle odieux qu'il a joué dans l'Affaire Dreyfus va recevoir la récompense qu'il mérite. M. Basch n'est plus digne de monter dans la chaire professorale. Il s'effondrerait d'ailleurs sous les huées de ses jeunes disciples. Le déplacement de M.Basch s'impose. »*

Les mots auraient vite fait de manquer pour qualifier toute cette prose qui fait bien du *Patriote Breton* l'émule rennais de *La Libre Parole* et de *La Croix*, si, par un hasard aussi étonnant qu'objectif, le mot qui s'impose n'était soufflé par ce journal lui-même, qui, avec une régularité imperturbable, passe pendant tout l'été, au rythme de plusieurs fois par mois, cette petite annonce : « A vendre fumier. S'adresser à la rédaction du journal. »

À côté des déchaînements d'Alphonse Orhan et de ses collaborateurs, l'anti-dreyfusisme du *Journal de Rennes*, organe traditionnel des catholiques depuis déjà plusieurs décennies, apparaît donc sensiblement plus feutré, et ne sera pas longuement évoqué ici, encore que ne soit pas non plus très chrétienne cette mise en garde publiée le 25 juin, alors que l'arrivée de Dreyfus est attendue de façon imminente : « Le dernier cri qui salua Dreyfus s'éloignant des côtes de France il y a cinq ans fut un cri de mort ; il retrouvera ce cri à son arrivée sur les côtes de Bretagne. »

Il a été question un peu plus haut de Leray, de Victor Basch surtout : voilà le camp d'en face, celui des dreyfusistes. Avant de s'attarder sur les personnes, il faut, pour comparer d'abord ce qui est comparable, évoquer le journal, le seul

journal, où l'on puisse à Rennes voir s'exprimer une opinion dreyfusiste : *L'Avenir de Rennes*.

Publié rue de Bourbon, *L'Avenir de Rennes*⁽¹⁾ présente cette particularité, rare pour l'époque d'être dirigé par une femme, Mme Caillot. Jeanne Brémontier, de *La Fronde* (journal qui, lui, est entièrement fait par des femmes) la décrit comme « une aimable jeune femme blonde, jeune encore et intelligente, un courageux exemple de féminisme bien entendu »⁽²⁾ et Jean-Bernard, dans ses souvenirs du procès de Rennes écrit :

« *Mme Caillot est la directrice de L'Avenir de Rennes, le seul journal de la ville qui ait défendu la révision et que le général Lucas refuse de recevoir au Cercle militaire car, dans cette fermée qu'on devine hostile, murée dans un égoïsme tranquille, c'est une femme qui, propriétaire d'une imprimerie et d'un journal, a poussé seule le cri de pitié et l'appel vibrant à la justice.* »⁽³⁾

Son désintéressement est peut-être moins grand que ne le croit Jean-Bernard, si l'on se fie au récit de P.V. Stock. Il raconte comment, dans cet océan d'anti-dreyfusisme que constitue la presse rennaise de 1899, il cherche, avec son ami Bernard Lazare, à « constituer un petit îlot favorable à la cause de Dreyfus », en se rendant à Rennes le lendemain de l'arrêt de la Cour de Cassation. Après avoir constaté que du côté du *Petit Rennais* « il n'y avait rien à espérer de favorable », il poursuit :

« *le second journal, mais de bien moindre importance, L'Avenir de Rennes, appartenait à Mme Caillot et à un de mes correspondants, le libraire Warnet-Lefebvre. Nous les voyons et leur expliquons ce que nous désirons : que leur journal devienne, par échelons, favorable à la cause de Dreyfus. Ils hésitent et les pourparlers sont longs, ils nous retiennent à Rennes plus que nous ne le voulions. Nous sommes cependant soutenus par celui qui rédige tout le journal, le secrétaire de la rédaction, un très jeune homme, très intelligent et de sentiments révisionnistes, Valéry Müller. (...) Finalement très appuyés par Valéry Müller nous obtînmes ce que nous désirions, mais sous la condition que M. Warnet-Lefebvre et Mme Caillot deviendraient les dépositaires du Petit Parisien pour l'Ille-et-Vilaine.* »⁽⁴⁾

Comme dirait Octave Mirbeau, les affaires sont les affaires, et on voit à quoi il est nécessaire de recourir pour qu'un seul journal rennais s'engage en faveur

(1) Cf. Ch. A. Cardot, op. cit. pp. 267 qq et 277 sqq.

(2) *La Fronde*, 13/8/99, cité par C. Cosnier, op.cit. p.26.

(3) Jean-Bernard, op.cit. p.45.

(4) P.V.Stock, op. cit. pp.96-97.

de la cause de Dreyfus. (Victor Basch restera plus évasif, se contentant de parler de « *L'Avenir de Rennes*, journal dont nous avons réussi à gagner les sympathies »⁽¹⁾)

Le Patriote Breton, (qui fait de l'ironie en écrivant, le 18/7, que Stock est « un nom bien français ») s'empresse bien sûr de dénoncer *L'Avenir* comme « l'obligé des Juifs et leur support en Ille-et-Vilaine, la feuille des synagogues et des sans-patrie » et il l'affublera plus tard du titre de « l'Avenir de Francfort » (le 26/7), Francfort étant, dans ses fantasmes, à la fois le symbole de la trahison en faveur de l'Allemagne et de l'inféodation aux Rothschild...

Outre son dreyfusisme tout frais, *L'Avenir de Rennes* se caractérise surtout par un anticléricalisme bien d'époque. Il dénonce avec une constance que rien ne semble devoir lasser les « satires en soutane » (entre autres les 2-3/9), ou fait grand cas, sous le titre « les nonnes contrebandières », d'un trafic de tabac « de quoi satisfaire pas mal de moines et d'abbés » entre la France et la Belgique, dans lequel des religieuses semblent impliquées. Il se lance, le 25/5, dans de savantes démonstrations statistiques dans un texte intitulé « Pépinières de criminels » pour démontrer, chiffres à l'appui, que « l'enseignement congréganiste produit deux fois et demi plus d'enfants criminels que les écoles laïques », et quand un article s'intitule « Encore une victime de Lourdes! », c'est pour annoncer que « l'abbé R... a succombé des suites d'un pèlerinage à Lourdes. » (9/9)

Mais en dehors de cet anticléricalisme persistant, que l'historien Henri Sée, professeur à la Faculté des Lettres de Rennes, nous permet de restituer dans son contexte sociologique quand il écrit, dans une lettre à son ami A.F.Hérod :

« *Le cléricalisme dans la bourgeoisie rennaise est tout-puissant ; les curés ont des têtes infâmes. Par esprit d'opposition je commence à devenir aussi anticlérical que Seignobos lui-même* »⁽²⁾

on peut dire que *L'Avenir de Rennes* est indiscutablement d'une autre tenue que *Le Patriote Breton* : on n'y trouve ni les attaques *ad hominem*, ni les cris de haine, ni la violence hystérique du quotidien dirigé par Alphonse Orhan. En dehors de quelques écarts et éclats d'un lecteur au dreyfusisme véhément, le cycliste (et futur comédien, chez Gémier!) Jarrier, dont *L'Avenir* publie parfois les vigoureuses opinions et qui affirme avoir jeté au fond de ses water-closets les morceaux déchirés de ce qu'il appelle *Le Pétomane Breton* (19/7), le plus agressif se limite, par exemple, à cette réflexion, qui ne dépasse pas les limites du diagnostic le plus incontestable : « Il y a peu de maladies nerveuses aussi persistan-

(1) Victor Basch, *Les premières sections*, op. cit.

(2) 11/12 /93. Correspondance citée. Bibliothèque Municipale de Rennes.

tes que l'antidreyfusisme » (13/7), ou à cette affirmation dont quelques recoupements montrent qu'elle ne relève pas de l'affabulation : « *Le Patriote Breton* est l'organe de la Cure de Toussaint. » (19/7) En effet l'abbé Game, curé-doyen de Toussaint, est aussi le président de l'Union des Anciens Elèves de l'Institution Saint-Martin, qu'administrent les Pères Eudistes, très proches des Assomptionnistes qui possèdent et rédigent *La Croix* ; et cette Union compte aussi dans ses rangs le général-comte de Saint-Germain⁽¹⁾, qui pendant la durée du procès hébergera dans sa propriété du Faubourg d'Antrain le Général Mercier et recevra aussi régulièrement « les défenseurs de l'armée, la foule des témoins militaires, les hobereaux de la province bretonne et beaucoup d'ecclésiastiques. »⁽²⁾. *L'Avenir de Rennes* fait donc seulement ici preuve d'un sens du raccourci très prononcé... Quant à ce cri du coeur, le 10 août, en réponse à tous ceux, *Patriote Breton* et *Journal de Rennes* en tête, qui ont trouvé que Dreyfus n'était pas « sympathique » : « Il n'est pas sympathique ? mais regardez-vous donc ! », une fréquentation un peu assidue des colonnes des deux journaux en question le rend tout à fait compréhensible...

Il reste néanmoins, quel que soit le rôle qu'ait pu jouer *L'Avenir*, que, pour l'essentiel, le dreyfusisme à Rennes, plus qu'un organe de presse, c'est avant tout la Ligue des Droits de l'Homme, avec son noyau originel, universitaire, et son principal animateur, Victor Basch (dont la collaboration avec le journal de Mme Caillot devient d'ailleurs assez fréquente à partir du mois de juin.) Ici encore, le témoignage de P.V.Stock est précieux car il permet de comprendre comment le contact s'établit entre le dreyfusisme local, qui existait au moins depuis janvier 98 et la pétition des « Intellectuels » consécutive à la condamnation de Zola, et le dreyfusisme parisien. Stock raconte donc :

« *Le 3 juin 1899, la Cour de Cassation ayant rendu son arrêt et désigné Rennes, nous partions le soir même, Bernard Lazare et moi, pour la préfecture d'Ille-et-Vilaine, où nous arrivions vers six heures du matin, le lendemain. Nos premières visites furent pour le Président de la section de la Ligue des Droits de l'Homme d'Ille-et-Vilaine, M.Jules Aubry, professeur de Droit à la Faculté de Rennes et pour le vice-président, M. Victor Basch, professeur de littérature à la même Faculté.* »⁽³⁾

Et après avoir évoqué les démarches pour trouver un journal favorable à la cause de Dreyfus, il précise :

(1) *Annuaire officiel d'Ille-et-Vilaine*, 1900, pp. 326 et 388.

(2) Maurice Paléologue, *Journal de l'Affaire Dreyfus*, Plon, p.223.

(3) P.V.Stock, op. cit. p.94.

« À Rennes nous nous sommes également préoccupés de la question des logements pour nos témoins et nos amis. (...) La section locale de la Ligue des Droits de l'Homme qui, déjà, nous avait secondés dans nos démarches, a bien voulu assumer cette charge de rechercher et arrêter des logements, ce qui a été un gros soulagement pour nous ; les membres de cette section qui se sont dévoués pour remplir cette besogne ingrate étaient des étudiants et des professeurs ; quelques-uns sont toujours présents à ma mémoire ; ce sont : MM. Aubry, Andrade, V.Basch, L.Vignols, Francis Delaisi (devenu un économiste réputé), J.Cavalier (recteur en 1914 à l'Académie de Poitiers), Leray (professeur à Nantes), Martin (professeur à Rennes) ». ⁽¹⁾

Cependant le témoignage le plus précieux sur le dreyfusisme rennais est évidemment celui de Victor Basch lui-même, dans différents articles publiés par les *Cahiers de la Ligue des Droits de l'Homme*. En juillet 1933, à l'occasion de son soixante-dixième anniversaire, il s'était amusé à « être son propre Bossuet », et à faire sa propre oraison funèbre ! C'est pour lui l'occasion de faire le récit de sa prise de conscience et de son « entrée en dreyfusisme », en un texte qui pourrait résumer l'itinéraire de bien des « intellectuels » de l'époque et dont l'intérêt majeur est de rappeler que si l'antidreyfusisme a poussé rapidement sur un terrain préparé depuis longtemps, par contre de nombreux dreyfusistes ne sont venus à leur engagement politique qu'au terme d'une évolution ou même d'une révolution profonde dans leur vision du monde. Il y a d'abord la tour d'ivoire, que Basch évoque non sans ironie :

« Victor Basch a fait de bonnes études, a été un bon professeur, a écrit des ouvrages honorables. Il a vécu jusqu'en 1897 - quel âge avais-je alors? Je suis né en 1863... - a vécu jusqu'à l'âge de 34 ans dans le monde des idées comme ces plongeurs qui, munis de leur scaphandre, n'aperçoivent plus rien de ce qui vit au-dessus des flots. Il s'était voué à la poésie et à la philosophie et, nourri de l'idéal parnassien et de l'esthétique intransigeante de Flaubert, il ne professait pour la politique que hautain mépris... » ⁽²⁾

Puis il continue à la première personne car « la troisième est trop gênante » :

« Au fond tout ce qui n'était pas verbe, forme, idée pure ne me passionnait pas. Je n'appartenais à aucun parti, je n'avais jamais jusque-là -je m'en suis accusé bien des fois - parlé avec un ouvrier. Je me contentais, en fait d'activité politique, de lire tous les jours *Le Temps* (...) et encore n'en lisais-je avec un vrai intérêt que les feuilletons dramatiques de Sarcey et musicaux de J.Weber. (...) Et voici que,

(1) Ibid. p.96.

(2) Victor Basch. *Cahiers des Droits de l'Homme*, juillet 1933.

passant à Paris, en octobre 1897, j'entendis pour la première fois, affirmer que le capitaine Dreyfus, que je ne connaissais pas et dont j'avais suivi le procès sans aucune passion, avait été condamné illégalement et injustement. Je venais, à ce moment de soutenir mes thèses, j'avais quelques loisirs et je les consacrai à étudier l'Affaire, comme l'étudièrent, à ce moment, tant d'intellectuels, en toute objectivité scientifique. Et au bout de mon étude, j'avais acquis la conviction que Dreyfus était innocent ».⁽¹⁾

Et après avoir ainsi affirmé l'importance, si remarquable en effet pour tant d'intellectuels, à commencer par Zola lui-même, de l'étude des pièces du procès, de l'objectivité scientifique, bref de l'esprit de libre examen opposé au dogme, qu'il soit religieux, militaire, ou d'Etat, Basch termine son récit de cette première étape de son engagement :

« Il se produisit alors en moi un phénomène étrange. Moi qui, jusqu'alors, n'avais, à proprement parler éprouvé aucun sentiment social, qui n'avais vécu que pour moi-même, pour mon enrichissement intérieur, pour ma science, pour mon enseignement, pour mes livres et pour ma famille, qui était moi encore, je me sentis transformé. A me dire que, là-bas, agonisait dans les fers, sous la « double boucle », un innocent, j'ai senti comme une brûlure qui me dévorait tout entier. Il me devenait impossible de me livrer à mes occupations habituelles. La science, la poésie, l'art, certes! Mais l'innocent qui, dans son île maudite, se mourait dans la honte et le désespoir! Comment vivre avec la conscience de cette monstrueuse iniquité! N'était-ce pas en être complice que de ne pas consacrer ce que j'avais en moi d'énergie, d'intelligence, de force de propagande, au sauvetage de l'homme de la douleur? Et n'avais-je pas le devoir de sacrifier à cette tâche tout ce qui m'était cher, ma tranquillité, celle des miens, ma situation et jusqu'à ma vie elle-même ? »⁽²⁾

Texte admirable, auquel le recul qu'a désormais le narrateur par rapport à ce qu'il raconte n'ôte rien de sa crédibilité, mais confère au contraire la lucidité, la profondeur et la cohérence littéraire d'une véritable autobiographie, où, loin du désordre du vécu immédiat, l'auteur cherche, et parvient à voir et à dire le sens de sa vie.

Ce qui suit cette prise de conscience et cette décision de s'engager (qui, n'en doutons pas, dut se produire de la même façon chez les autres dreyfusistes rennais, ainsi qu'en témoigne par exemple la correspondance de Henri Sée avec A.F.Hérould) c'est encore Basch qui le raconte, dans un texte intitulé *Les premières*

(1) Ibid.

(2) Ibid.

sections, Rennes⁽¹⁾. Il y précise d'ailleurs, ce à quoi ne fait pas allusion son texte de 1933, que « ce n'est qu'en juin 1897 que des doutes se levèrent dans (son) esprit lors d'une visite chez le docteur Nordau, le puissant polémiste des *Messages Conventionnels* et qu'il entendit celui-ci lui « garantir » l'innocence de Dreyfus. Mais surtout il explique comment sa démarche d'individuelle devient alors collective :

« *Extrêmement frappé par ces déclarations, je revins à Rennes et m'ouvris de cette confiance à plusieurs de mes collègues et amis : Jules Aubry, professeur à la Faculté de Droit (...); Jules Andrade, professeur de mathématiques à la Faculté des Sciences (...); Georges Dottin, professeur à la Faculté des Lettres, catholique pratiquant, philologue et linguiste de la plus stricte observance et, comme tel, attaché avant tout à la recherche de la vérité objective; Henri Sée enfin, professeur lui aussi à la Faculté des Lettres, historien probe et pénétrant des idées politiques et de l'évolution économique et sociale (...). Nous résolûmes de suivre de près l'Affaire et d'étudier tous les documents qui seraient publiés avec le sévère scrupule que nous apportions à nos recherches scientifiques. (...) Ainsi nous sommes-nous lancés à corps perdu dans la bataille.* »⁽²⁾

Séverine, dans *Vers la lumière*, dresse une très belle galerie de portraits de ces premiers dreyfusistes rennais, que Drumont a, dit-elle, qualifiés de « clique d'ivrognes et de vendus » et conclut : « La vieille Université qui n'était plus qu'un mandarinat redevient l'École des consciences. »⁽³⁾

Telles furent donc les motivations de l'engagement des dreyfusistes rennais, et leurs premiers pas de militants. La suite du chemin, avant les semaines survoltées du procès de Rennes, ne fut pas tous les jours facile :

« *Nous essayâmes immédiatement, dit Victor Basch, de grouper autour de nous des sympathisants. (...) Mais nous sentions bien que ce n'étaient pas les quelques intellectuels que nous étions qui pouvaient affronter victorieusement les haines contre nous conjurées de toute une ville.* »⁽⁴⁾

D'où les démarches pour rencontrer, avec Henri Sée, à la Bourse du Travail, « des représentants de la classe ouvrière organisée », et la constitution de ce que Jules Aubry appelle dans *L'Avenir*, en juin 99, « l'Union des intellectuels et des manuels, qui je l'espère ne se brisera plus. » Puis la fondation, avec « quelques-uns des étudiants » de Basch, « quelques franc-maçons, quelques protestants » de

(1) *Cahiers des Droits de l'Homme*, juillet 1938.

(2) Victor Basch, *Cahiers des Droits de l'Homme*, 10-15 juillet 1938.

(3) Séverine, *Vers la Lumière*, Stock, 1900, p.350.

(4) Victor Basch. *Les premières Sections*.

la Section de la Ligue des Droits de l'Homme, dont la séance d'inauguration a lieu chez Victor Basch, au Gros-Chêne, le 22 janvier 1899 :

« *Nous étions 21. (...) La Section se mit au travail, un travail qui ne manquait pas de périls, et, par conséquent d'attraits. Avant chaque réunion que nous organisions nous prenions congé de notre femme et de nos enfants, vu que nous ne savions pas si nous allions rentrer. Les lettres de menace se faisaient quotidiennes et pressantes...* »⁽¹⁾

Si les périls augmentent l'attrait du travail, Victor Basch et ses amis purent effectivement trouver cet été du procès de Dreyfus à Rennes attrayant au-delà de toute espérance. Le texte sur *Les premières sections* le confirme d'ailleurs sans ambiguïté : « *Souvenirs, souvenirs! Je viens de fouiller dans ma mémoire (...) et parmi de vieux papiers, et voici que j'ai vu ressurgir des ombres du passé la plus belle période de ma vie - la plus belle, parce que la plus militante et la plus dangereuse.* »⁽²⁾ Les attaques émanant de la presse antidreyfusarde (pour en revenir aux journaux après ce détour indispensable par d'autres sources) sont en effet quasi quotidiennes. Cela prend parfois, sinon souvent, la forme de l'allusion fielleuse, comme la pratique Barthélémy Pocquet dans le royaliste et très pieux *Journal de Rennes* : « Nous ne comprenons pas comment des étrangers arrivent si facilement à forcer les portes de l'Université quand tant de bons français n'y arrivent pas. » Ce qui lui vaudra une réplique ironique de Jules Aubry : « Il faudra bien vous y faire, en attendant que votre roi bien-aimé vienne débarrasser l'Université de révolutionnaires de notre espèce. » (*L'Avenir* du 1/8/99), et celle, fracassante, de Victor Basch : « *Que si M. Pocquet déplore que la révision ait des défenseurs comme moi (Juif et Hongrois), que nous a-t-il laissé la tâche si haute et si belle de lutter et de souffrir pour la légalité, la justice et le droit? Que n'a-t-il assumé ce rôle honorable, lui Français de France, Breton de Bretagne et catholique fervent ?* »⁽³⁾

Mais c'est aussi un harcèlement presque incessant qui s'exerce contre Victor Basch, particulièrement dans *Le Patriote Breton*, et qui trouve sans doute son point culminant avec cet article du 28 juillet :

« *Le citoyen Basch veut-il contraindre les Rennais à aller l'enfumer dans sa tanière? (...) Tout le monde à Rennes demande la révocation de ce professeur qui n'a rien de français. Il est probable qu'il recevra bientôt la correction qu'il mérite,*

(1) Ibid.

(2) Art. cit. *CDH*, juillet 1938.

(3) *L'Avenir de Rennes*, Epilogue, 27/7/1899.

une beigne sur son hideux nez camard. Tous les patriotes rennais veulent mettre leur semelle en contact avec l'arrière-train de l'enjuivé. »

Le journal d'Alphonse Orhan est donc enchanté quand il peut annoncer à ses lecteurs que des Rennais, inspirés par une telle prose, trouvent drôle de « jeter des sous à l'Israélite », et il conseille, le 14/7, pour faire plus moderne : « Jetez-lui plutôt des chèques vous verrez qu'il en redemandera! ». Et il ne recule devant rien pour rendre l'atmosphère irrespirable à celui qu'il appelle, selon l'inspiration du jour, l'Austro-Hongrois, le professeur circoncis, l'enjuivé, ou le chef de la bande baschique. Pas même les attaques dirigées contre un inoffensif voisin : « Dans quel but M. Debeller, voisin de M. Basch, prend-il les intérêts de ce dernier ? A-t-il reçu de l'argent ? Que ce jardinier se borne à confectionner à vendre ses bouquets. » (1/8) Ou contre Mme Jarlet, l'aubergiste des Trois-Marches, chez qui Basch prend ses repas en l'absence de son épouse Ilona. Ou même contre son fils : « Pourquoi le jeune Basch, élève de cinquième au Lycée de Rennes a-t-il, bien que n'ayant fait que trois compositions sur neuf, obtenu le Prix d'Excellence? » On a encore une fois l'impression que *Le Patriote Breton* a simplement une quarantaine d'années d'avance sur *Je Suis Partout...*

Ce sont enfin, et surtout, les menaces et les agressions plus physiques, toujours dirigées essentiellement sur Basch, qui dira plus tard, avoir été, pendant cette période pour les antisémites rennais une sorte de « sous-Dreyfus »⁽¹⁾. Dans le tram, et particulièrement quand celui-ci s'arrête à côté de l'Institution Saint-Martin, les cris de « Conspuez les Juifs » saluent immanquablement sa présence. (*Le Petit Rennais* du 13/8 écrit : « Vive effervescence toute la journée. Victor Basch reconnu dans un tramway est reconduit chez lui aux cris de A bas les traîtres.) Au Palais des Facultés, il entre faire son cours « sous les cannes levées et les cris de haine ». Chez lui, au Gros-Chêne, on vient souvent crier : « Tu n'iras pas faire ton cours. » Enfin à plusieurs reprises, avant le Quatorze Juillet, puis encore plusieurs fois en juillet et août, une meute hostile, qu'il évolue lui-même à parfois cent cinquante personnes, dont quelques prêtres, vient hurler sa haine, et lancer des pierres dans ses carreaux.⁽²⁾

Que les dreyfusistes, dans ce climat de violence entretenu quotidiennement et surtout autour du plus exposé d'entre eux, ripostent parfois avec vigueur n'a donc rien de surprenant. Mais alors quels cris d'orfraie chez les Antisémites! *Le Patriote Breton* s'étrangle d'indignation, ainsi le 13/6 où, sous le titre « Lâche aggression », le lecteur apprend que « les Antisémites ont été victimes d'un lâche

(1) Françoise Basch, *Victor Basch, de l'Affaire Dreyfus au crime de la Milice*, Plon, 1994.

(2) On en trouve des récits détaillés chez Victor Basch, *Cahiers des Droits de l'Homme*, « Les premières Sections et Le Procès de Rennes, dix ans après » ; et Séverine, *Vers la Lumière*, pp. 359-361.

guet-apens dans la rue de Robien », que des dreyfusistes « avec une furie digne de leur lâcheté » les ont frappés « comme des brutes » : un étudiant « saisi à la gorge a eu sa cravate arrachée, son chapeau mis en pièces, sa canne perdue dans la mêlée. » Comble de l'horreur, ce sont « des ouvriers socialistes excités par la propagande et payés pour écharper les nationalistes » qui ont perpétré ce crime, pendant que « les membres de cette ligue internationale se contentaient d'assister impassibles à cette scène de boucherie dans cette rue qui ressemble à un coupe-gorge » et que « le sieur Leray, instituteur laïc, souriait dans sa moustache aux coups qu'assénaient ses sanguinaires amis. » *L'Avenir de Rennes*, tout en faisant remarquer que les « agresseurs » étaient environ cinquante contre cent-cinquante, se contente de répondre par cette petite annonce, passée aussi le 13 juin :

« Un groupe de travailleurs informe les intéressés qu'il est tenu à leur disposition un assez grand nombre de cannes. Il y a du choix et de la variété : certaines de ces cannes ont des bouts ferrés et ressemblent à des matraques ou à des gourdins. »

Quand quelques semaines plus tard un nouvel affrontement oppose les anti-dreyfusistes aux dreyfusistes, c'est ni plus ni moins de « la tuerie de la place Sainte-Anne » dont parle *Le Patriote*, qui annonce, comme bilan, sept blessés (3/8) avant d'apprendre à ses lecteurs, qui durent en être revigorés, que « le Cercle anti-sémite a remis aux blessés un portrait de Déroutède. »

Enfin n'oublions pas que le 14 août cette violence atteignit son paroxysme avec l'attentat contre Me Labori, l'avocat de Dreyfus, sur qui un individu tira, presque à bout portant le long du Mail Donge alors qu'il se rendait à l'audience. Et que l'auteur de l'attentat ne fut jamais retrouvé, mais que la police fut vite persuadée qu'il avait pu bénéficier d'un vaste réseau de sympathies... De cela la presse nationale fit évidemment très largement écho.

Sur l'atmosphère qui fut celle de Rennes pendant ces semaines de fièvre, sur la violence entretenue par les uns et subie par les autres, que nous avons essayé de montrer à partir seulement d'échantillons significatifs, les commentaires les plus remarquables, parce qu'ils témoignent d'une compréhension en profondeur de cette violence, parce qu'ils savent, quasiment, deviner dans le présent un futur qui n'est pas si éloigné qu'on veut parfois le dire, ce sont d'abord deux réflexions anonymes de *L'Avenir de Rennes*. Peut-être sont-elles de Valéry Müller, peut-être de Victor Basch. La première de ces réflexions constate : « Les réunions anti-sémites sont des réunions privées sans doute, mais on y pousse des cris de mort ». La seconde, au lendemain de l'attentat contre Labori, accuse : « Nous connaissons les coupables. Aux arguments ils répondent par des coups de feu tirés dans le dos ». S'y ajoute cette confiance de Victor Basch, racontant « le procès de Rennes, dix ans après » :

« Lorsqu'un reporter du *Daily Mail* me demanda, début juillet, comment je pensais que les choses se passeraient, je lui répondis que j'étais convaincu que le sang coulerait. (...) On a beaucoup discuté la question de l'assassin de Labori. Comment a-t-il pu échapper à toute recherche. Ce que je sais c'est que bien des maisons rennaises où un homme se serait présenté en disant : « Je viens de tuer Labori » se seraient ouvertes à l'assassin pour le cacher. (...) Et je sais aussi que la police avait une liste de condamnés à mort : le premier était Dreyfus ; le deuxième Labori, le troisième, ma modestie m'empêche de le désigner, mais il prouve irréfutablement que c'est à Rennes que fut établie la liste. »⁽¹⁾

Des cris de mort, des coups de feu tirés dans le dos, Victor Basch sur une liste de condamnés à mort... Faut-il rappeler que le 10 janvier 1944, deux vieillards de quatre-vingts ans, Victor et Ilona Basch, furent assassinés, d'une balle dans la nuque, non loin de Lyon où ils étaient réfugiés depuis quelques années? Les assassins n'étaient pas les gestapistes de Klaus Barbie, mais un groupe de la Milice lyonnaise, emmené par Joseph Lécussan, qui quelques mois plus tard sera aussi responsable du massacre des juifs de Saint-Amand-Montrond : trente-six personnes qui furent fusillées et dont les corps furent jetés au fond de puits et recouverts de moëllons et de chaux⁽²⁾... Les cris de mort poussés à Rennes en 1899 étaient bien ce que René Kochmann appelle « un écho de l'avenir ». ⁽³⁾ Le 13 juin 1899, *L'Avenir de Rennes* écrivait, pour faire d'emblée la différence entre dreyfusistes et antidreyfusistes : « Laissons les insulteurs et soyons simplement des hommes humains ». Il ne fut pas pardonné à Victor Basch d'avoir été « un homme humain »...

André HÉLARD

Professeur au Lycée Chateaubriand

(1) Victor Basch, *Le procès de Rennes, dix ans après*.

(2) Cf. Françoise Basch, op. cit. pp.330-336; J. Delperrié de Bayac, *Histoire de la Milice*, Marabout Université, 1985; T.1, p. 232; T.2, pp. 110 sqq. et 263; et T. Todorov, *Une Tragédie Française, été 44, scènes de guerre civile*, Le Seuil, 1994.

(3) René. Kochmann, L'Affaire Dreyfus, lexique et représentations. A paraître dans les Actes du Colloque *Les représentations de l'Affaire Dreyfus en France et à l'étranger*. Université de Tours.